

Introduction

Dans son *Dictionnaire des Idées reçues* Gustave Flaubert recense les lieux communs en vigueur chez ses contemporains, mettant souvent en évidence la sottise qu'ils recèlent, de façon parfois féroce. Ce qu'il voulait, était, écrit-il en 1850 à Louis Bouilhet, « faire de son dictionnaire une encyclopédie de la bêtise humaine ». Comme l'écrit le préfacier de son ouvrage (Flaubert, 1964), Claude Bonnefoy, il cherche à établir la vérité, là où « préjugés, formules toutes faites et passe-partout... donnent bonne conscience à des sottises tonitruantes ». On s'y croirait aujourd'hui, dans le débat politique sur l'immigration où les populismes et les régimes illibéraux ont répandu les stéréotypes les plus erronés et contraires à la réalité qui sont néanmoins un attrape-tout électoral particulièrement payant. En effet, l'opinion ne suit pas toujours des discours rationnels, mais réagit le plus souvent à des émotions provoquées par des faits divers. Il s'agit ici au contraire de changer le regard sur les migrations en se focalisant sur les données établies par les recherches de terrain, les chiffres des organisations internationales, les ouvrages d'analyse, afin de déconstruire des idées tenaces qui pullulent sur les migrations et les politiques migratoires, des idées si tenaces que même la réalité la plus évidente, les situations migratoires les plus inacceptables et les changements du monde ne sont capables de modifier.

Les migrations ont toujours existé, c'est un phénomène banal qui fait partie de l'histoire du monde. Celles-ci se partagent de façon presque égale entre le nord et le sud de la planète, avec 140 millions au nord et 140 millions au sud

(ce dernier chiffre étant en légère augmentation). Les réfugiés, en hausse, ont atteint 120 millions en 2024 selon le HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés). On compte 60 millions de migrants aux États-Unis et au Canada, 45 millions en Europe, le Golfe persique est la troisième région migratoire au monde devant la Russie (13 millions). La plupart des migrations viennent pour le travail à l'échelle mondiale, même si pour l'Europe ce sont les étudiants qui sont les plus nombreux, devant les réfugiés, le regroupement familial et les migrations de travail. La mondialisation des flux s'accompagne d'une régionalisation des migrations : dans chaque région du monde, il y a plus de migrants venant de la région que de migrants venus d'ailleurs car les migrations transcontinentales sont plus dangereuses et plus coûteuses et des espaces migratoires régionaux permettent la libre circulation pour les travailleurs (Union européenne pour les Européens, UNASUR pour l'Amérique du Sud, ASEAN pour l'Asie, CEDEAO, SADC pour l'Afrique...). Les deux tiers de la population de la planète ne peuvent circuler librement, du fait de la fermeture des frontières pour le plus grand nombre. Ainsi, l'essentiel des migrants en Asie proviennent d'Asie (86 millions), la plupart des migrants africains migrent en Afrique (26 millions), comme en Amérique du Sud où ce sont les migrants andins qui vont travailler dans les autres pays du sous-continent ou y trouver refuge (15 millions). On compte 10 millions de migrants en Océanie, où les migrants sont de plus en plus originaires d'Asie et des îles du Pacifique et l'Europe compte 87 millions de migrants, Russie incluse, dont un peu plus d'un tiers d'Européens. Les femmes constituent la moitié des migrants internationaux, surtout en Europe où elles ont

atteint 51 % des migrants. Quant aux sans-papiers (ceux qui sont en situation irrégulière au regard du séjour) on ne peut pas les compter, mais seulement proposer quelques estimations : ils seraient 12 millions aux États-Unis, 5 millions en Europe et plus encore au sud de la planète où il n'y a pas de comptage précis car ils sont souvent tolérés. Les déplacés environnementaux, difficiles eux aussi à compter car les deux tiers sont des migrants dans leur propre pays (internes), avoisinent les 150 millions (ils seraient 80 millions de déplacés internationaux). Le monde compte encore 4,4 millions d'apatrides, privés de nationalité. L'ensemble des migrants internes dépasse les 800 millions, soit plus d'un milliard d'habitants en situation de mobilité à l'échelle mondiale, migrants inclus. Malgré les politiques de sécurisation des frontières, l'immigration augmente, dont la demande d'asile, mais elle n'a que peu d'impact sur les coûts pour les pays d'accueil. Elle est d'ailleurs le seul facteur de croissance de la population en Europe et aux États-Unis.

Dans l'ouvrage d'Utopia intitulé *Migrations. Idées reçues et propositions* en 2019, François Gemenne, professeur à HEC et enseignant à Sciences Po, rappelle dans la préface « l'alarmante distorsion entre les réalités empiriques des flux migratoires contemporains et la perception des migrations (et des migrants) par le grand public et les politiques ». Il ajoute que « cette distorsion est alarmante parce qu'elle nourrit le racisme et la xénophobie, mais également parce que les politiques publiques, en matière d'immigration, se fondent hélas bien davantage sur les sondages d'opinion que sur les réalités empiriques ». Il ajoute enfin : « Casser les idées reçues et les préjugés est une condition nécessaire, mais pas suffisante [car] le propos sur l'immigration est avant tout idéologique. » (Utopia, 2019)

Le débat sur l'immigration pendant la campagne présidentielle de 2022 et les élections législatives de 2024 en France, ainsi que la campagne présidentielle américaine de 2024, ont donné libre cours à de nombreuses idées reçues, mais beaucoup sont plus anciennes (Wihtol de Wenden, 2022) que la décennie 2020. Combattre celles-ci participe de l'ambition de changer le regard sur l'immigration, les déconstruire pour rétablir la réalité des faits, favoriser les propos rationnels par-delà les postures idéologiques. Parmi les idées reçues les plus médiatisées, citons celle du « grand remplacement », un thème remis à l'ordre du jour par Éric Zemmour en 2022, mais vieux de plus de cent ans, déjà exprimé par des nationalistes français comme Maurras (1868-1952).

D'autres idées reçues sur l'immigration ont la vie dure. La plus répandue est celle, pourtant démentie par les économistes, selon laquelle l'immigration coûte plus cher qu'elle ne rapporte et qu'elle vient concurrencer les nationaux sur le marché du travail, ou encore qu'on pourrait arrêter les migrations en fermant les frontières et en faisant la guerre aux migrants. Or, les politiques de répression, de dissuasion et de militarisation des frontières n'ont eu que peu d'effets depuis trente ans, puisque les migrations augmentent, comme l'ont montré les mesures destinées à éviter l'« appel d'air », autre idée reçue selon laquelle les pays offrant le plus d'avantages sociaux seraient les plus prisés, alors que ce sont les États-Unis et le Royaume-Uni, au faible État-providence, qui font le plus rêver ceux qui partent.

Ceux qui prônent la fermeture des frontières comme solution radicale ne peuvent la mettre en œuvre car elle est contraire au droit dans le cas de l'asile (Convention

de Genève de 1951), du regroupement familial (selon le principe reconnu par la constitution, du droit de vivre en famille), des mineurs isolés qui doivent être pris en charge jusqu'à leur majorité (Convention onusienne de 1989 sur les droits de l'enfant). Elle est de plus coûteuse et difficile à réaliser avec les pays d'origine qui refusent ou négocient souvent la reconduction de leurs nationaux en échange d'avantages économiques et institutionnels (infrastructures, visas).

De nombreux facteurs influent sur la décision du départ comme l'existence de liens transnationaux entre les migrants et les pays d'arrivée, la langue parlée, la connexion des régions d'émigration avec le reste du monde : sans réseaux de connaissances, point de migrations. Les politiques de fermeture des frontières, progressivement construites comme un thème sécuritaire, oublient que la migration est un phénomène banal qui a toujours existé et qui a accompagné l'histoire du monde et ses transformations.

Le débat politique se caractérise par un regain de succès de ces idées guidées par des postures idéologiques, déjà exprimées dans le passé autour du péril démographique, du risque culturel, du coût de l'immigration et de l'« appel d'air », et enfin de la nécessité de fermer les frontières tandis que le développement des pays de départ devrait être l'alternative miracle aux migrations, croit-on. Même si ces idées reçues ont toujours été contredites, notamment par les chercheurs ainsi que les responsables associatifs, elles ont la vie dure et s'imposent comme un prêt-à-penser, dans un contexte d'expansion des idées populistes en France comme en Europe, et ailleurs. C'est pourquoi il est important de continuer à les déconstruire pour mieux comprendre les phénomènes migratoires.